

2569 EMPLOIS DGFIP EN LIGNE DE MIRE

AGISSONS CONTRE L'INACCEPTABLE !

De lourdes difficultés...

Les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes régressives et des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions dans des conditions décentes.

Ils souffrent de la perte de sens de leur travail, d'un management obsédé par la satisfaction des indicateurs et qui à ce titre prend dans de plus en plus d'endroits des tournures infantilisantes et/ou coercitives.

Face à tout cela et à l'absence d'écoute à leurs difficultés, c'est légitimement la colère qui s'exprime.

Partout la même logique...

Ce tableau dressé à grands traits se retrouve dans la plupart des secteurs de la fonction publique où sévit la sinistre RGPP qui n'a d'autre finalité que de sacrifier les missions de service public et des outils de solidarité sociale sur l'autel de la réduction des coûts et de l'emploi.

Elle s'inscrit dans une démarche plus large qui vise à livrer le maximum d'activités humaines au secteur privé et à désengager l'Etat, comme les entreprises, de leurs obligations sociales.

Ne doutons pas un instant que c'est la même logique qui est à l'œuvre avec la révision générale des prélèvements obligatoires (la suppression de la taxe professionnelle en est une illustration) et la réforme des collectivités territoriales.

Le président de la république et son gouvernement n'en sont manifestement pas à se poser la moindre question sur la pertinence et la justesse de leurs choix. Ils n'en sont pas à s'interroger sur les dégâts que génère leur politique sur les personnels comme sur les usagers.

Ils foncent tête baissée dans la mise en oeuvre du dogme ringard qu'ils ont eux même défini : le non remplacement à minima d'un fonctionnaire sur deux.

Ils continuent ...

Ils s'apprêtent une nouvelle fois à traduire ce dogme dans le budget 2010 sous la forme de 30 000 suppressions de postes dans la fonction publique et de 2569 à la DGFIP.

L'argument de bazar "des fonctionnaires moins nombreux et mieux payés", aussi absurde soit-il, n'est même plus de mise. L'aumône salariale faite aux fonctionnaires en cette année 2009 est là pour le démontrer.

Quant à la Direction générale qui s'affirme aujourd'hui être à l'écoute des difficultés des agents, particulièrement en matière de conditions de vie au travail, il va falloir qu'elle dise enfin quels moyens elle compte se donner pour les améliorer dans un tel contexte.

L'impératif de l'action collective

Reprendre nos affaires en mains, ne plus accepter la dégradation continue de nos conditions de vie au travail, de la qualité de nos missions, exiger la satisfaction de nos revendications c'est bien cela qui est en jeu aujourd'hui.

Trois fédérations de fonctionnaires (CGT, FSU, Solidaires) appellent à faire de la semaine du 23 au 27 novembre une semaine d'actions diversifiées pour les revendications dans toute la fonction publique.

Au regard de la nouvelle saignée d'emplois programmée à la DGFIP qui doit être soumise à l'avis du CTPC le lundi 30 novembre, la CGT Impôts et Trésor considère indispensable de s'inscrire dans cette proposition d'action convergente.

C'est pourquoi la CGT Impôts et Trésor appelle les agents :

- ▶ à se réunir au plus vite au niveau local avec leurs organisations syndicales, dans l'unité la plus large, pour décider des formes d'action.
- ▶ à ponctuer la semaine du 23 au 27 d'initiatives revendicatives à l'adresse des directions et à travailler à des initiatives convergentes avec les autres secteurs de la fonction publique.
- ▶ à faire du lundi 30 novembre, jour du CTPC emploi, une journée "point d'orgue" en terme d'action en n'excluant aucune forme (rassemblements, manifestations, pétition...) y compris la grève.